

Marianne Thyssen

«Si on ne trouve pas d'accord, l'intégration européenne sera menacée»

LES PHRASES CLÉS

«On est là pour trouver des **solutions aux problèmes qu'on partage**. On ne peut pas dire que c'est le problème d'un seul pays...»

«**La discrimination ethnique ou religieuse est interdite, tout simplement.**»

«La meilleure des choses qu'on puisse faire pour ces gens et pour notre société, c'est de **les intégrer le plus possible.**»

«On montre au monde quelle Europe nous sommes: une Europe de valeurs qui cherche un équilibre entre solidarité et responsabilité.»

INTERVIEW FRÉDÉRIC ROHART

Marianne Thyssen défend le volumineux paquet de mesures présenté en réponse à la crise migratoire. Responsable de l'Emploi et des Affaires sociales, elle pourrait plancher sur la manière de mieux intégrer les migrants diplômés sur le marché européen.

L'état de l'Union européenne, pour certains, c'est l'image d'Aylan Kurdi, arrêté aux portes de l'Europe. Comment avez-vous réagi à cette image?

Ça choque les gens, ça aide à les faire bouger. Mais nous n'avons pas eu besoin de ça, à la Commission, pour agir. On a vu très tôt qu'on devait prendre nos responsabilités. En mai déjà nous avons présenté un paquet immigration... Je suis fière d'appartenir à une Commission qui a déjà fait le bon choix au mois de mai, alors que c'était difficile au Conseil (des ministres). On montre au monde quelle Europe nous sommes: une Europe de valeurs qui cherche un équilibre entre solidarité et responsabilité.

Vous êtes confiante dans le fait que le paquet que vous proposez va passer au Conseil? Il faut une majorité qualifiée des voix des États membres...

On va voir. On a été en contact permanent avec les acteurs principaux pour les convaincre.

Angela Merkel disait: si on échoue sur la répartition, Schengen sera en danger... Si on ne peut pas trouver un accord là-des-

sus, ce n'est pas seulement Schengen, c'est l'intégration européenne qui est en danger. On est là pour trouver des solutions aux problèmes qu'on partage. On ne peut pas dire que c'est le problème d'un seul pays...

La mesure phare de ce paquet, c'est la répartition obligatoire de 160.000 réfugiés à travers l'UE. On est loin des 800.000 réfugiés que l'Allemagne attend cette année. Too little too late?

Le plus important, c'est qu'on va avoir des structures pour gérer le problème. On prend des mesures immédiates mais on modifie des règlements pour avoir dans le futur les instruments pour pouvoir réagir plus tôt. On peut nous reprocher de ne pas agir assez, mais l'attribution du statut de réfugié est une compétence des États membres.

Le débat sur la gestion de la crise des migrants a donné lieu à des considérations xénophobes de la part de certains gouvernements, qui entendent trier les réfugiés chrétiens et musulmans. La Commission est restée très discrète...

Ce sont les actes que l'on peut juger en tant que Commission. Tout le monde doit respecter les valeurs et les règles – la discrimination ethnique ou religieuse est interdite, tout simplement. On pourrait réagir chaque fois que quelqu'un dit quelque chose qu'on n'aime pas entendre, mais je ne sais pas si c'est très productif.

Les eurodéputés du premier parti de Belgique prônent un «push back» des réfugiés, c'est-à-dire refouler les bateaux vers

la Turquie. Comment recevez-vous ça?

On a un problème mondial: plus de 60 millions de réfugiés, qui sont à la recherche d'un abri, qui fuient la guerre, la discrimination, la violence. On a tous souscrit aux normes internationales pour protéger les réfugiés. Quand il y a des gens qui viennent chez nous, on doit les protéger. La Turquie accueille déjà 1,6 million de réfugiés syriens, c'est le pays au monde qui accueille le plus de réfugiés! Maintenant, les partis tiennent des discours, les responsables politiques agissent, c'est cela qu'il faut juger. Les réfugiés qui sont reconnus sont chez nous et resteront probablement. La meilleure des choses qu'on puisse faire pour ces gens et pour notre société, c'est de les intégrer le plus possible. Il faut les faire participer à nos systèmes socio-économiques.

Beaucoup de ces réfugiés sont qualifiés dans leur pays d'origine, mais leurs compétences ne sont pas reconnues en Europe. En tant que commissaire responsable des Compétences, est-ce que vous pouvez faire quelque chose pour améliorer cette intégration via la reconnaissance?

C'est un problème plus général qui se pose même entre les pays européens. En 2016, je veux venir avec un «agenda des compétences» pour mieux valoriser les compétences.

C'est un agenda européen, ça ne concerne pas les réfugiés?

C'est un agenda européen, oui, et ce n'est déjà pas facile à ce niveau. Mais c'est un des dossiers que l'on doit peut-être aborder dans le cadre de la réponse à la crise des migrants, en effet.